

CHRONIQUE

Question prioritaire de constitutionnalité (QPC)

ACTUALITÉ

Page 2

■ **En bref**

CHRONIQUE

Page 4

■ **Question prioritaire
de constitutionnalité (QPC)**

Pascal Jan, Frank Juredieu, Véronique
Tellier-Cayrol et Jean-Éric Gicquel

**Chronique QPC
(Août – Décembre 2015)**

CULTURE

Page 23

■ **Bibliophilie**

Bertrand Galimard Flavigny

Les mémoires d'un bibliophile (XIX)

Chronique QPC

(Août – Décembre 2015) ^{118q7}

Pascal JAN, professeur agrégé des universités à l'IEP de Bordeaux

Frank JUREDIEU, maître de conférences à l'université de Tours

Véronique TELLIER-CAYROL, maître de conférences à l'université de Tours

Jean-Éric GICQUEL, professeur de droit public, université de Rennes 1

Le 1^{er} mars 2010, entrant en application la réforme constitutionnelle du 23 juillet 2008 qui, en son article 61-1 de la Constitution, consacrait le contrôle *a posteriori* de la loi. La question prioritaire de constitutionnalité a connu en six ans un essor formidable même si, au-delà des statistiques, il importe d'en nuancer la portée. La présente chronique porte sur les questions prioritaires de constitutionnalité sur lesquelles le Conseil constitutionnel a statué entre le 1^{er} août et le 31 décembre 2015. Cette chronique placée sous la responsabilité du professeur Pascal Jan (professeur – IEP Bordeaux) a été rédigée par Jean-Éric Gicquel (professeur – Rennes 1), Véronique Tellier-Cayrol et Frank Juredieu (maîtres de conférences – Tours).

31 décisions, 15 décisions du Conseil d'État, 14 décisions de la Cour de cassation, une décision d'irrecevabilité et une décision en recours d'erreur matérielle.

Pour la période considérée (août – décembre 2015), le Conseil constitutionnel a rendu trente-et-une décisions, soit un ratio revenant dans la moyenne semestrielle après une augmentation sensible lors du premier semestre 2015. Au cours de cette période où la Cour de cassation s'est montrée particulièrement active dans la transmission des questions prioritaires de constitutionnalité (14) tout autant que le Conseil d'État (15), si les

questions relevant du droit pénal ou de la procédure pénale comme celles où le principe d'égalité sont privilégiées par les requérants, il est à noter qu'un nombre important de décisions abordent les questions de la liberté d'entreprendre et du droit de propriété. Concernant le respect de la liberté d'entreprendre, c'est la première fois que le grief de l'atteinte à l'article 4 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen est si souvent invoqué dans les recours au Conseil constitutionnel.

Suite en p. 4

Édition quotidienne des Journaux Judiciaires Associés

petites-affiches.com

Petites **a**ffiches

annonces@petites-affiches.com
2, rue Montesquieu - 75041 Paris Cedex 01
Tél. : 01 42 61 56 14

gazettedupalais.com

 **Gazette du Palais**

annonceslegales@gazette-du-palais.com
12, place Dauphine - 75001 Paris
Tél. : 01 44 32 01 50

le-quotidien-juridique.com

Le
Quotidien
Juridique

annonces@le-quotidien-juridique.com
12, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris
Tél. : 01 49 49 06 49

lalo.com

La Loi
ARCHIVES COMMERCIALES DE LA FRANCE

loiannonce@lalo.com
33, rue des Jeûneurs - 75002 Paris
Tél. : 01 42 34 52 34